

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 OCTOBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	4

OBJET DE LA DECISION

N° 23/451

**CONVENTION D'OCCUPATION
PRECAIRE CONSENTIE A LA
METROPOLE PAR LE CENTRE
HOSPITALIER MARIE JOSEE
TREFFOT - PARCELLE
CADASTREE SECTION AK N°
206 COMMUNE D'HYERES-
LES-PALMIERS -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/451

BUREAU DU 2 OCTOBRE 2023

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE CONSENTIE
A LA METROPOLE PAR LE CENTRE HOSPITALIER
MARIE JOSEE TREFFOT - PARCELLE CADASTREE
SECTION AK N° 206 COMMUNE D'HYERES-LES-
PALMIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'occupation précaire ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole doit procéder aux travaux de confortement d'un mur de soutènement situé à Hyères-les-Palmiers, allée Marie des Lions,

CONSIDERANT que la Métropole a sollicité le centre hospitalier Marie Josée Treffot d'Hyères-les-Palmiers, propriétaire de la parcelle cadastrée section AK n°206 d'une surface de 429 m², en vue de pouvoir y stocker du matériel et des engins de chantier afin que ces travaux aient un impact limité sur le stationnement,

CONSIDERANT que le centre hospitalier Marie Josée Treffot d'Hyères-les-Palmiers accepte de permettre à la Métropole ou toute personne mandatée par elle d'occuper cette parcelle du 18 septembre 2023 au 22 décembre 2023 à titre gracieux,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation précaire consentie par le centre hospitalier Marie Josée Treffot d'Hyères-les-Palmiers, relative à la parcelle cadastrée section AK n°206, d'une surface de 429 m², consentie à titre gracieux, pour la période du 18 septembre au 22 décembre 2023.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 2 octobre 2023

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE
CONSENTIE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
RELATIVE A LA PARCELLE CADASTREE
SECTION AK N° 206
COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS**

Entre les soussignés :

Le Centre Hospitalier Marie Josée TREFFOT de Hyères les Palmiers, sis avenue Maréchal Juin – BP 50082 – Hyères Cedex (83407), représenté par son Directeur Général, Monsieur Yann LE BRAS,

Ci-après dénommée « le Propriétaire »

D'une part

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN

Ci-après dénommée « l'Occupant », ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

D'autre part

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ou toute entreprise mandatée par elle, est autorisée à occuper la **parcelle cadastrée section AK n° 206 située à Hyères (Var)**, d'une superficie de 429 m² conformément au plan figurant en annexe 1, afin d'y stocker du matériel et des engins de chantier.

L'Occupant ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

Article 2 – Durée de la convention :

La convention d'occupation précaire prend effet à compter du **18/09/2023** et **expirera le 22/12/2023**.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, deux semaines au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à **M. Frédéric RODRIGUES – Secrétaire Général du Centre Hospitalier de Hyères**.

Article 3 – Conditions financières :

La présente convention est consentie à titre gracieux.

L'Occupant devra seul supporter toutes taxes locatives et notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à laquelle sont actuellement assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

L'Occupant fera son affaire personnelle de tous contrats, abonnements pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

Article 4 – Conditions d'occupation :

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit.

Il devra occuper lesdits lieux paisiblement et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme, de l'environnement, etc.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations et notamment électriques,
- aux lois relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail et des installations,
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

L'Occupant assurera l'entretien et le gardiennage des espaces mis à sa disposition.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assumera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

Article 5 – Etat des lieux :

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux. Contresigné par les deux parties, ce document sera annexé à la présente convention.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

Article 6 – Travaux :

L'Occupant exécutera lui-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par la personne de son choix et à ses frais, les travaux ayant reçu les autorisations préalables du Propriétaire.

En fin de travaux, sera établi un constat de réalisation des travaux fait contradictoirement entre l'Occupant et le Propriétaire.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, l'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1 ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit du Propriétaire, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

L'Occupant devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettra à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité du Propriétaire ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

Pour toute installation de structure destinée à la réception du public, une attestation de bon montage et de conformité devra être établie par un organisme agréé.

Les équipements de défense extérieure contre l'incendie devront rester accessibles pendant toute la durée de l'occupation. L'usage de ces équipements est strictement interdit.

Article 7 – Responsabilité de l'Occupant :

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- supporte toutes dégradations qui seraient apportées aux terrains et aux avoisinants du fait des activités qui seront exercées et à entreprendre à ses frais toutes les réparations et remises en état qui s'avèreraient nécessaires,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers le Propriétaire.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'Occupant, le Propriétaire est dégagé de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par le Propriétaire à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporteraient éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage du Propriétaire sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 8 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour

son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

8-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, le Propriétaire sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, le Propriétaire ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage du Propriétaire sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Article 9 – Résiliation de la convention :

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par le Propriétaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et l'Occupant, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage).

L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, le Propriétaire est habilité à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Article 10 – Élection de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Article 11 – Annexe :

L'annexe jointe à la convention et décrite ci-dessous, fait parties intégrante de la convention et a valeur contractuelle.

Annexe 1 : Plan

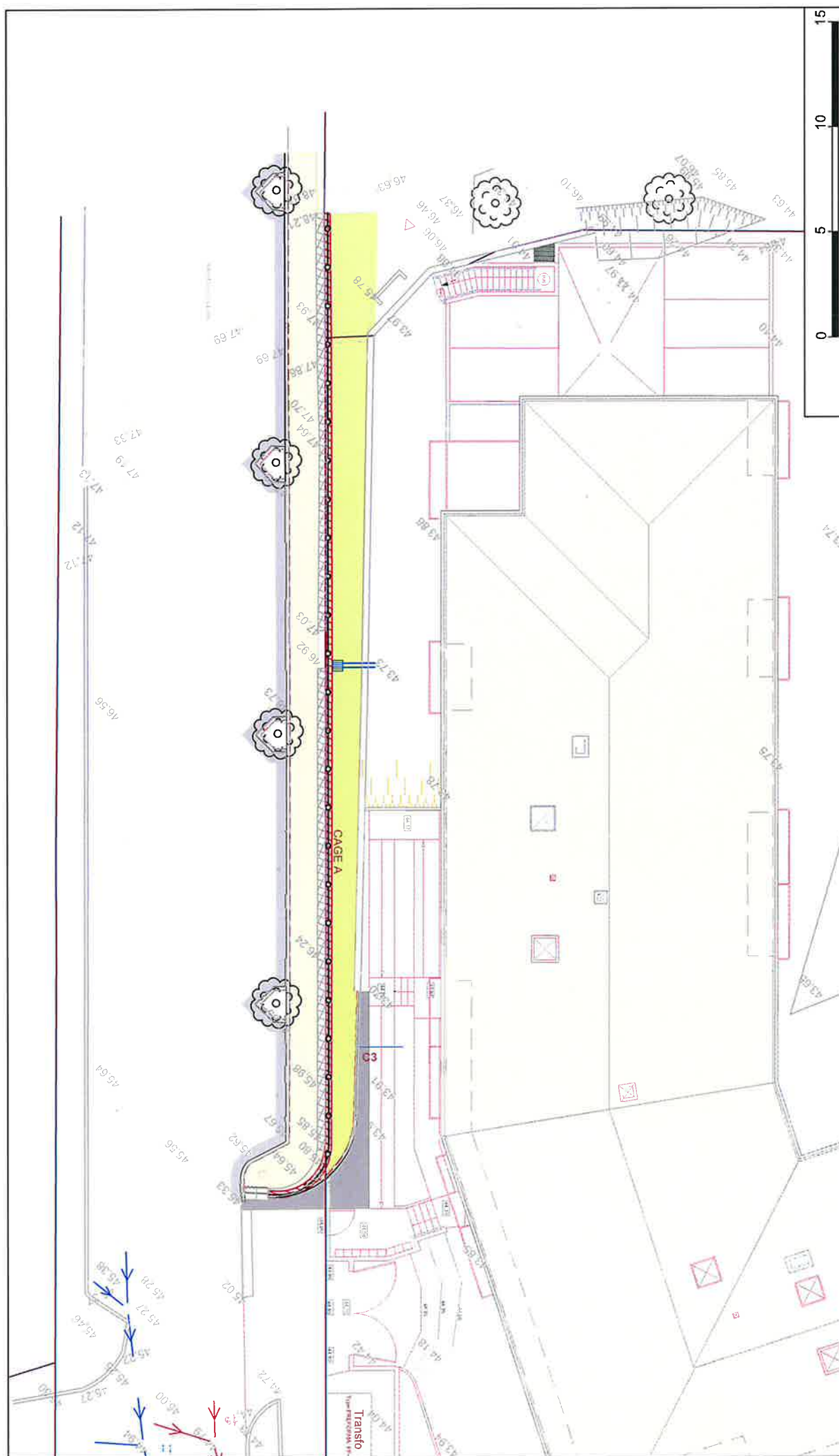
Fait à Toulon, le

Le Directeur Général du centre
Hospitalier Marie Josée TREFFOT
de Hyères les Palmiers







Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Yann LE BRAS

Jean Pierre GIRAN



LEGENDE:

	Enrobé noir chaussée		Mur béton
	Enrobé noir Trottoir		Garde corps
	Espace vert		
	Mur existant conservé		

